



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«L'anarchisme qui change, c'est un anarchisme qui
lutte et qui innove et ne se contente pas de répéter
un acquis plus ou moins figé.» André Bernard



Misère, exploitation, chômage...



On s'en doutait, et on avait raison. Après quelques gesticulations pathétiques, la direction de la CFDT a ratifié le pacte de responsabilité, celui-là qui offre au patronat plus de 30 milliards d'euros de réduction de charges sociales, sans contrepartie réelle (les promesses de créations d'emplois ne reposant sur rien d'autre qu'une simple parole donnée). Seules la CGT et FO n'ont encore rien signé, et on peut parier qu'elles ne le feront pas. Cela changera-t-il quelque chose pour autant ? Non, car la riposte sociale se fera attendre et ne viendra pas. Aucune des deux centrales ne semble désireuse d'instaurer un véritable rapport de force. Dans cette situation, leur refus de signer est au mieux une posture de principe, au pire de la démagogie complice. Reste à compter, une fois de plus, sur la mobilisation des bases, sans laquelle d'autres pactes de responsabilité seront bientôt signés. Le gouvernement, lui, pendant ce temps, fait la sourde oreille, noyant le poisson social dans les eaux des pseudo-scandales politiques et des harangues creuses soi-disant en défense d'une Ukraine à nouveau prise entre les «rouge» et les «blancs». Après deux ans au pouvoir, le gouvernement «socialiste» nous aura au moins permis de confirmer le rôle que nous lui donnions dans la marche de l'économie : dégommer, avec force coups de boutoir, les protections sociales de tout ordre pour préparer le terrain aux gestionnaires de la droite qui, la prochaine échéance électorale passée, arriveront au pouvoir. Gauche-droite, droite-gauche, un balancier très bien pensé face auxquels les anarchistes semblent aujourd'hui impuissants. Nous disons bien « aujourd'hui », parce que hier, dans les années 1930, en Espagne, le mouvement libertaire avait su l'utiliser pour précipiter sa fin. On ne demande qu'à retenter le coup.

Actualité

- Social: le temps des cerises?** par Fabrice, page 3
Vers des jours meilleurs, par Daniel, page 4
Contre les bouches sans bras, par N. Potkine, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

International

- Le 8 mars 2014 en Tunisie...** par le CRML, page 7
Maroc: tir aux pigeons sur les migrants, par R. Pino, page 8
Les dictatures passent, l'exploitation reste, par G. Ernest, page 9

Arguments

- L'accorderie, un autre système D,** par C. Lartigue, R. Pino, page 10
Le problème Michéa, par Alexis, page 12
Décroissants et anarchistes, par Gpe. René-Lochu, page 15

Histoire

- 24 août 1944: Paris libéré par la Nueve,** page 17

À lire

- La révolution défaite,** par J.-L. Debry, page 19
Femmes zapatistes, par M. Joffrin, page 20

Le mouvement

- De la thune, ou l'on crève,** par Gpe. Proudhon, page 21

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdomadaires, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdomadaires, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdomadaires, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Le temps des cerises



NOUS EN SOMMES encore loin du temps des cerises et, pour l'instant, nous subissons toujours le temps des escrocs et, désormais, des «empacés». Je ne sais pas, à l'heure où ces lignes sont écrites, ce qu'aura donné la mobilisation du 18 mars, mais il est à espérer que les prémices d'un printemps frondeur seront apparues.

Le «pacte de responsabilité» des tristes compères Hollande-Gattaz est un pacte de voleurs, au sens strict du terme. En 1945, alors que le pays est en ruine et que de Gaulle, peu soupçonné de gauchisme, est au pouvoir, la Sécurité sociale est mise en place sur un principe simple: chacun paye en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins pour faire face aux aléas de la vie (maladie, vieillesse, naissance). Dans ce système solidaire, ou les patrons ne sont que les collecteurs de l'argent de cette caisse mutuelle, il n'y a donc pas de «charges», mais des éléments constitutifs du salaire, éléments différés quand le salarié en aura besoin. En clair, aujourd'hui, pour un salarié ou un fonctionnaire qui touche 2000 euros de salaire net, le salaire différé qui lui revient est de 755 euros dont 113 euros pour la branche famille. Son salaire total est, donc, de 2755 euros.

Bref, quand Hollande promet d'exonérer les patrons de la part familiale dans son pacte avec son pote Gattaz, il vole 113 euros mensuellement à ce salarié ou ce fonctionnaire. Et, bien évidemment, comme il faudra tout de même payer des allocations aux familles, on demandera aux salariés, fonctionnaires, chômeurs, retraités de payer la facture en tant que contribuables. C'est pas beau ça! La bagatelle de 37 milliards! Joli hold-up, et légal en plus, pour ces truands bien propres sur eux. Et, bien évidemment, la branche maladie est la prochaine

sur la liste. Le patronat se pavane, provoque (assurance chômage), impose ses volontés à ses subsidiaires politiques de tous poils. Pourquoi se gêner si les travailleurs ne distribuent pas les coups de pied aux fesses, voire les boulons dans la tronche que ces empacés méritent? Le Medef ne prend même plus la peine de laisser croire qu'il fait des concessions. Le texte que la CGC, la CFTC et la CFDT ont signé est, de ce point de vue, un monument d'arrogance patronale et de servilité syndicale. En 1986, Gattaz senior avait promis que, si l'on supprimait l'autorisation administrative de licenciement qui était à l'époque obligatoire, il créerait 700 000 emplois. On lui a donné satisfaction, et non seulement il n'y a pas eu le début de l'ombre d'un soupçon d'emploi créé, mais les licenciements ont explosé. Aujourd'hui, Gattaz junior ne s'engage strictement à rien de concret, si ce n'est, bien sûr, de prendre les 37 milliards. Et comme son arrogance n'a pas de limite, il se permet même des commentaires sur les «pierres et les ronces» que les pauvres patrons subissent, en l'occurrence les «charges» et les réglementations du travail. Un seul chiffre: en 2013, les entreprises auront payé 65 milliards d'impôts et reçu, au total, presque 200 milliards d'aides publiques. Assistés? Qui sont les assistés?

C'est sur ce terreau de régression sociale, d'appauvrissement, de liquidation des services publics que fleurissent les idées xénophobes, racistes nationalistes et corporatistes (type Bonnets rouges). C'est cette politique d'austérité qu'il faut combattre avec lucidité et détermination. Avec lucidité, car trop souvent des militants, y compris anarchistes, passent plus de temps sur des terrains sociétaux que sur le terrain de la lutte des classes. Avec détermination aussi et opiniâtreté, car l'heure n'est ni aux états

d'âme ni au nombrilisme, mais à la double besogne décrite par la charte d'Amiens de 1906. Nous devons, nous militants anarchistes, pousser dans les syndicats pour faire émerger les revendications et les imposer aux appareils. Il n'y a rien à discuter avec les patrons, le gouvernement ou la direction de la CFDT, dont la capacité de nuisance n'est plus à démontrer. Il faut les stopper, un point c'est tout. À la CGT, les tensions sont vives d'ailleurs entre nombre de militants ou de syndicats qui veulent en découdre et une direction toujours tentée par la fumisterie du syndicalisme rassemblé avec la CFDT, ce qui est diamétralement opposé à l'unité d'action. Même au bureau confédéral de la CGT, cela tangué. Ainsi, Valérie Lesage a écrit à Thierry Lepaon, pour pointer «l'illisibilité» de la position CGT, notamment sur le fameux pacte: entre l'action le 18 mars avec FO contre le pacte ou la compromission avec la CFDT pour «des contreparties patronales», il faut choisir. À FO aussi, même si la position du secrétariat général est clairement hostile au pacte, il va falloir savoir claquer la porte des discussions, groupes de travail, tables rondes, conférences sociales et autres gadgets du dialogue social. Celui qui s'autoproclame numéro 2 de l'organisation, Stéphane Lardy, souvent prompt à sortir son stylo (accord calamiteux sur la formation professionnelle ou, en son temps, sur la rupture conventionnelle) n'offre pas, de ce point de vue, une grande fiabilité pour les militants sincères de luttes de classe de l'organisation.

Vivement le temps des cerises, du gai rossignol, du merle moqueur.

Fabrice

Groupe La Sociale
 de la Fédération anarchiste

Vers des **jours** meilleurs !

L'UN DE MES VOISINS nous a quittés il y a trois semaines pour emménager à Orange. Venu me saluer, il m'expliqua alors que le maire d'Orange (« Un fasciste », lui dis-je) avait fait baisser les impôts dans sa ville et aménagé une jolie fontaine. Et que, comme il lui était redevable, il espérait bien un retour d'ascenseur dans sa position de sans-emploi. La journaliste Haydée Sabéran, auteur de *Bienvenue à Hénin-Beaumont*, explique comment le leader local du Front national (FN) fait du travail individualisé auprès de ses concitoyens. Et ça fait jaser. Dans le Gard, le FN fait aussi beaucoup parler de lui. Pas seulement parce que l'avocat Collard vient de faire fuir son deuxième directeur de campagne pour les municipales à Saint-Gilles-du-Gard¹, mais à cause des scores électoraux prévus.

L'unité antifasciste ?

Or, on reproche souvent aux anarchistes abstentionnistes² de ne pas faire œuvre utile en votant contre le FN. Régulièrement, on peut poser un regard critique sur cette position radicale consistant à ne pas participer à des modes d'organisation politique réfutés comme étant parmi les piliers de la professionnalisation de la charge politique, qui légitiment des appareils politiques centralisateurs et impopulaires, les cumuls des pouvoirs et les partages boutiquiers des zones d'influences des millefeuilles politiques (agglos, communautés de communes...) par des notables – y compris frontistes –, l'impuissance malgré les discours à changer le présent et l'avenir pour dépasser le capitalisme et les injustices massivement de classes...

Tout aussi régulièrement, les partis de gauche fustigent alors cette irresponsabilité des anarchistes devant le risque de laisser les frontistes prendre le pouvoir. Dans le département, Nîmes est évidemment une ville clé. Avec un sénateur-maire UMP qui se représente pour un troisième mandat, une liste FN qui compte sur le deuxième plus gros budget de campagne pour briller, la gauche, celle qui est antifasciste donc, est divisée sur trois listes. Il s'en est fallu de peu que le NPA constitue la quatrième offre pour faire barrage aux réactionnaires...

Si l'on considère que c'est la liste du Parti socialiste qui a le plus de chances de l'emporter – et, donc, de faire barrage au FN, au moins –, un colistier d'une autre liste de gauche m'a tout de même précisé que son objectif était d'abord de gêner le plus possible la liste qui soutient le gouvernement. Et la situation à Nîmes n'est sans doute pas unique. De son côté, le quotidien *Libération* titrait récemment que le PS jouait avec le feu FN en participant à des triangulaires et des quadrangulaires aux municipales. L'unité antifasciste dans les urnes a, donc, ses limites... Et les quelques centaines d'anarchistes abstentionnistes peuvent, donc, rétorquer aux antifascistes

Je vote, tu votes,
nous votons...

Front national



vertueux qu'ils n'ont pas de leçons à recevoir de la part de ceux qui n'apportent pas de réponses crédibles, alors que cette gauche plurielle est aujourd'hui majoritaire dans les deux assemblées et dans les régions. Faut-il développer, ici, les conséquences des différents scandales touchant la classe politique qui réclame toujours plus de vertus... aux autres? Les désastres d'une société de plus en plus minée par un nouveau capitalisme triomphant dans un monde où les résistances progressistes ou révolutionnaires se cherchent? C'est bien là le terrain des fascismes, ceux-là qui manipulent les souffrances afin de les retourner contre nous et toutes de la façon la plus brutale, en accompagnateurs du capitalisme prédateur.

Briser l'isolement individuel

Reste que, abstentionnistes ou pas, le problème est entier. L'émergence de nouvelles figures de la contestation ultraréactionnaire, l'existence de mouvements de rue importants, le brouillage des pistes idéologiques, le hold-up opéré parfois sur des patrimoines de l'émancipation sociale³, doivent nous faire pleinement comprendre l'urgence qu'il y a à nous doter des moyens de la riposte.

Il faut accepter que l'isolement de la personne d'un corps social progressiste est l'expression d'une frustration à changer le monde et un pas possible vers une captation par les nouveaux hérauts de la réaction, notamment. Seul, je suis plus vulnérable au quotidien, et plus

perméable aux discours trompeurs. Si nous considérons donc que nous devons nous doter de nouveaux outils à partir de notre propre patrimoine, mais enrichis pour participer aux batailles des idées; si nous sommes persuadés qu'il y a une urgence à faire converger vers nos groupes et notre presse un public déboussolé, à partir de stratégies libertaires d'émancipation... alors, nous nous devons de réformer nos propres réseaux, associations, syndicats et organisations libertaires. Le premier pas serait peut-être de prendre vraiment le temps d'analyser pour comprendre, puis de définir une ou des stratégies larges, et, enfin, d'y associer nos outils afin de ranger à nos côtés ceux et celles qui ont envie d'en découdre avec un capitalisme mortifère et une organisation sociale qui génèrent une contre-révolution idéologique.

Daniel

Groupe Gard-Vaucluse
de la Fédération anarchiste

1. Celui-ci ne veut plus cautionner des attitudes qu'il juge inacceptables de la part de l'avocat FN, pardon, Bleu Marine.

2. Même la Fédération anarchiste ne fait plus campagne sur le sujet. Mais nous détaillons alors que notre abstention était explicitement politique, et radicalement activiste.

3. La réédition, en janvier 2014, de *L'entraide* de Pierre Kropotkine par des éditions antisémites par exemple.



Contre les bouches sans bras...

Le Comité de rédaction du *Monde libertaire* informe ses charmants lecteurs et lectrices que l'articulet qui suit est, bien sûr, à prendre au second degré, si ce n'est davantage. Notre camarade, mais néanmoins ami, Nestor Potkine joue parfois à se glisser dans la peau des réactionnaires pour mieux faire ressortir l'absurdité de leur logique. Vous êtes avertis, et si vous n'êtes pas friands de ce genre d'exercice, surtout, ne lisez pas les lignes qui vont suivre.

Le CRML

COMMENT VEUT-ON que la France s'en sorte si certains marquent des buts contre leur propre camp? Car, enfin, dans la guerre économique, une équipe doit déborder de santé, chaque joueur doit donner le maximum. Pas d'éclopés, pas de souffreteux, parce que les marchés, eux, ne font pas de cadeaux. Dubaï, un pays intelligemment géré, un vrai poids lourd du combat financier nous montre la route à suivre: cent mille Dubaïotes, mais un million neuf cent mille résidents. Tous sur un visa de travail. Tous jeunes, en bonne santé, tous employés ou employeurs. À Dubaï, pas de chômeurs, pas de retraités, pas de vieux, pas d'enfants, pas de handicapés: pas de charges, pas de poids morts. Une véritable équipe, prête à foncer sans cesse, à travailler sans trêve, à créer de la valeur.

Mais, dans notre France, combien d'éclopés, combien de vieillards égotants, combien d'assistés, de parasites inutiles, de bouches sans bras? Passe encore que notre pays souffre d'un si lourd handicap, mais certains inconscients souhaitent apparemment que les parasites se multiplient. Oui,

on trouve, en 2014, alors que les impératifs de la compétition économique nous sont rappelés chaque jour par les agences de notation, un médecin qui soigne les pauvres. Vous avez bien lu.

Au lieu de suivre les procédures recommandées avec les pauvres, c'est-à-dire réparer ceux qui travaillent beaucoup, longtemps et pas cher, et laisser le reste, l'écume, à son destin de déchets de la lutte pour la vie, cet irresponsable soigne ceux qui nous ralentissent. Il applique ses néfastes principes dans la ville de Roubaix, ville inerte, incapable d'adaptation et de changement. Jadis créatrice de richesse pour les entrepreneurs, Roubaix est à présent la ville la plus pauvre de France, cloaque à perdants, réservoir à minables, poubelle à fauchés, métastase d'assistés.

Christian Lamarre, médecin généraliste habitant ce trou noir de l'actionnariat, ose soigner les obstacles au progrès, les freins du PNB. Comment un homme pourtant travailleur, puisqu'il affirme pratiquer jusqu'à 80 consultations par jour, peut-il être laissé libre de poursuivre cette entreprise de

démolition de la santé économique française? Certes, l'ordre des médecins, qui en la circonstance s'est enfin souvenu qu'il fut fondé en 1940 par un grand eugéniste, le maréchal Philippe Pétain, vient de suspendre le fou, pour quatre mois.

Mais le voilà qui se répand dans les médias, geignant que Roubaix ne compte que 0,4 médecin pour 1 000 habitants, soit quatre fois moins que la moyenne nationale, et qu'il «se rend utile»! Ne sait-il donc pas qu'un hôpital de plus pour les cités, c'est une banque de moins pour les beaux quartiers?

Exigeons que Christian Lamarre soit envoyé comme aide-soignant dans une clinique de chirurgie esthétique de Miami! Du Botox pour les productifs, du plomb pour les assistés!

Nestor Potkine

Avec Patrick et Isabelle Madoff, Jean-François Dopé, Arnaud Montecharge, Manuel de Vienne, Alain Buté, Nicolas Bruni.

Brèves de combat

La honte

Six femmes honduriennes et uruguayennes, retenues dans la zone d'attente de Roissy, ont porté plainte pour violences policières. Elles ont témoigné devant le tribunal correctionnel pour « soustraction à l'exécution d'une mesure d'éloignement ». Autrement dit : refus de se laisser embarquer dans un avion. Elles risquent la prison ferme et une interdiction de séjour sur le sol français.

Vieux chômeurs : la double peine

Avec un million de chômeurs âgés en France, le gouvernement refuse toujours de rétablir l'allocation équivalent retraite qui leur permettrait de vivre décemment jusqu'à l'ouverture de leurs droits à la retraite.

Atomkraft Nein Danke !

À l'appel de diverses associations antinucléaires et environnementales des deux côtés de la frontière, les manifestants ont investi huit ponts enjambant le Rhin, de Strasbourg jusqu'à la frontière suisse en passant par Fessenheim, avec un die in organisé sur le pont de l'Europe à Strasbourg, des chaînes humaines reliant les deux rives, des lâchers de ballons, des prises de parole et une minute de silence en mémoire des victimes de la catastrophe nucléaire de Fukushima au Japon.

Météo syndicale

DÉCIDÉMENT, la politique embrouillera toujours le mouvement social ! Entre amis-ennemis, on s'écoute, on s'enregistre allégrement, occupant la une des médias divers. Pour faire dans le satirique, on dira que le monde politique, ces jours derniers, est émaillé de fumigènes et de boules puantes ! Des blagues de potaches ? Non, plus simplement, le monde cruel et impitoyable de la politique ! Du côté des clans divers de l'opposition, ça défouaille au gros calibre, histoire de faire du bruit pour couvrir les remous internes...

Il y avait pourtant du pain sur la planche, question syndicalisme et tractations diverses. Ainsi, il y a eu un recul, temporaire, au sujet de la remise en question de la fonction de l'inspection du travail. Ainsi, Force ouvrière déclarait en début de ce mois : « Sur pression du Sénat, le Parlement a rejeté, le 27 février dernier, la refonte de l'inspection du travail. Dictée par le ministre du Travail, Michel Sapin, elle prévoyait notamment de restructurer les 790 sections autonomes d'inspection du travail, composées aujourd'hui d'un inspecteur et de deux à trois contrôleurs. Ces sections devaient être regroupées dans deux cents « unités de contrôle », réunissant huit à douze agents. Le travail des fonctionnaires aurait alors été placé sous l'autorité d'un responsable ou directeur issu de leur rang, c'est-à-dire à effectif constant et au moment où l'on continue de leur supprimer des postes, mais aussi sous la coupe de deux autres entités de contrôle créées à l'échelle régionale et nationale. »

Pour autant, Gattaz junior et compagnie maintiennent la pression, et pas seulement sur les intérimaires. La CFDT aurait signé le sinistre pacte de responsabilité, tout comme la CFTC et la CFE-CGC. Devons-nous nous contenter d'at-

tendre les résultats de la manifestation des retraités de mardi dernier ?

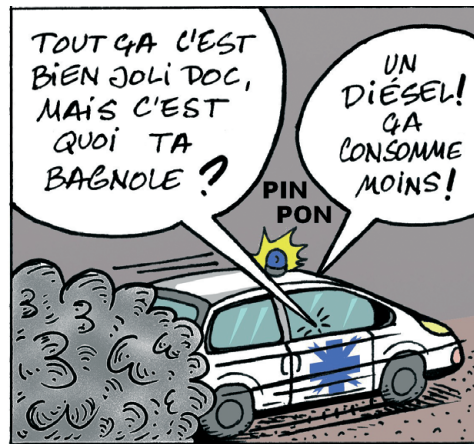
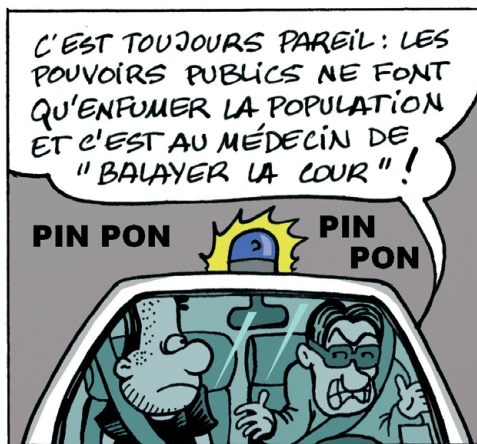
Du côté de la CGT, s'il y a malgré tout beaucoup de piétinements syndicaux (Goodyear Amiens) un texte circule et pose brutalement les problèmes de fonctionnement et d'orientation de la confédération de Montreuil. Qu'on juge par l'extrait qui suit : « Devenir un appareil d'État, outre le fait que c'est antistatutaire, c'est perdre notre indépendance, et ce quel que soit le gouvernement en place. Cela ouvrirait le champ à un syndicalisme à deux têtes, un syndicalisme des « villes » et un syndicalisme des « champs », un syndicalisme « d'élite » et un syndicalisme du « carreau cassé », un syndicalisme qui s'occupe des problèmes sociétaux en haut et un autre confronté au patronat dans les entreprises. Plus de Code du travail, plus de conventions nationales, uniquement des conventions d'entreprises le temps de la durée de ces entreprises. Financement assuré par l'État, fonctionnariser les permanents, les cotisations seraient un plus, le tout géré par Cogetise qui reverserait aux structures en fonction d'une notation qui pourrait être mise en place. National et territorial. L'avenir ? »

Diable, on croirait volontiers que ce texte est issu d'un site Internet oppositionnel. Que nenni ! Selon des camarades bien informés, on doit plutôt chercher dans les rangs des syndicats du Livre. Les cendres de Pierre Monatte seraient-elles à nouveau incandescentes ? Certes des textes, mêmes plaisants, ne sont rien sans la réalité des luttes, unitaires, bien sûr. De quoi attendre la prolongation du printemps.

Jean-Pierre Germain
Groupe Salvador-Séguin
de la Fédération anarchiste



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Femmes esclaves...

Selon une étude de l'Insee, trois femmes sur quatre en France gagnent moins que leur conjoint, leur contribution aux revenus du couple s'élevant en moyenne à 36 %.

Naked

Sept militantes du monde arabe et musulman ont manifesté nues devant la pyramide du Louvre à Paris contre l'oppression, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, munies de drapeaux tunisien, iranien, arc-en-ciel, scandant : « Liberté, laïcité, égalité », sous l'œil bovin des touristes...

La Manif pour tous (les cons)

La porte-parole de la Manif pour tous a dévoilé son Manifeste de la famille et pour l'enfant et pour une autre politique de la famille, dont l'obligation de proposer une médiation aux couples qui lancent une procédure de divorce, la garantie qu'un enfant en attente d'adoption sera adopté par un couple formé d'un homme et d'une femme, l'interdiction de la gestation pour autrui, ou encore la prolongation de la carte famille nombreuse jusqu'à ce que l'enfant quitte le foyer fiscal. Bref, leurs conneries habituelles, rien de nouveau, donc, sous le ciel du printemps franchouillard...



8 mars en Tunisie

Nous passons cette brève en regrettant de n'avoir pas davantage d'informations sur le sujet. Nous espérons pouvoir en apprendre plus dans les jours à venir.



JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES POUR LES DROITS DES FEMMES : à Tunis, une qui se souviendra longtemps de ce 8 mars, c'est Amani Sassi, la secrétaire générale de l'Union générale des étudiants tunisiens (Uget). violemment agressée sur le campus universitaire de la faculté de droit et des sciences politiques d'El Manar, elle a dû être placée en soins intensifs pendant deux jours, avant de pouvoir regagner le foyer universitaire où elle loge, tout en restant sous contrôle médical. Il ne semble pas que l'enquête s'active beaucoup pour déterminer qui étaient ses agresseurs (islamistes, adversaires syndicalistes ou politiques ?) ; on peut toutefois subodorer qu'on ne les trouve pas dans les rangs des partisans de l'égalité hommes-femmes. Les droits des femmes ? Comme dirait l'autre, la route est encore longue et venteuse !

Tir aux pigeons sur les migrants

PARMI LES PORTES DE PASSAGE vers l'Europe, on trouve Ceuta et Melilla, deux villes espagnoles en terre marocaine; deux enclaves, vestiges du passé colonial de l'Espagne, deux confettis connus surtout pour être des zones franches où les marchandises sont détaxées pour le plus grand profit des touristes et des commerçants. Pour y pénétrer, des milliers d'Africains subsahariens campent dans les montagnes et les bois alentour attendant l'occasion de pouvoir franchir les barrages des autorités marocaines et espagnoles (30 % des migrants sont entrés en Espagne par ici, principalement originaires du Mali, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Niger). À noter que ces migrants, en plus des sommes versées aux passeurs, sont rackettés par la police marocaine; il faut payer pour un emplacement dans les bois, pour une échelle en vue d'escalader les grilles... Plus connues aujourd'hui pour être un accès à l'Espagne et donc à l'Union européenne, les villes de Ceuta et Melilla se sont dotées d'une triple muraille constituée de grilles de six à sept mètres de haut, pour empêcher ce que certains n'hésitent pas à qualifier « d'invasion ».

Quand l'Europe investit dans le barbelé

Ces grilles sont largement financées par l'Union européenne qui a versé 40 millions d'euros au Maroc¹ pour surveiller ses frontières et dissuader « vigoureusement » les candidats à l'immigration. Elles avaient été installées en 2005 sous le gouvernement socialiste de Zapatero, puis démontées deux ans plus tard en raison des graves blessures qu'elles occasionnaient aux migrants qui ne renonçaient pas à tenter de les escalader. Le gouvernement de droite de Rajoy les a réinstallées sur une longueur de dix kilomètres; elles sont surmontées côté marocain de barbelés et de lames tranchantes à mi-hauteur tout du long et au sommet sur un tiers du périmètre. Comme l'ancien mur de Berlin, ou ceux bien actuels édifiés par l'État d'Israël à sa frontière avec la Cisjordanie, ou encore les États-Unis à leur frontière avec le Mexique, ce mur grillagé ne dissuade aucunement les candidats au passage qui continuent de tenter de l'escalader. Ils essaient aussi de le contourner par la voie maritime pour débarquer par exemple sur la plage de Terajal.

Tir aux pigeons

C'est ainsi que le 6 février dernier les gardes civils espagnols n'ont pas hésité à tirer à



coups de flash-ball contre des embarcations de migrants provoquant panique et noyades, comme l'a dénoncé Cécilia Malmström, membre de la Commission européenne (et ancienne vice-présidente du comité de l'immigration de Göteborg). Bilan quinze morts. Jorge Fernández Díaz, ministre de l'Intérieur, a réfuté le plus sérieusement du monde ces accusations, arguant du fait que ces migrants étaient morts côté marocain certes, mais que vingt-trois autres avaient pu atteindre sains et saufs la zone espagnole. Il a d'ailleurs chaudement félicité les gardes civils et qualifié d'« immorales » les critiques dont ils étaient l'objet.

Invasion

La Commission européenne n'a pas semblé vraiment convaincue par ces propos, ce qui a provoqué l'irritation de Fernández Díaz qui brandit la « menace » de 40 000 migrants attendant au Maroc une opportunité de pénétrer en Espagne, sans oublier 40 000 autres plus au sud en Mauritanie qui ont le même projet. 80 000 en tout; il n'en fallait pas plus pour qu'un porte-parole du syndicat de police UFP (Union fédérale de police) parle d'invasion et réclame des renforts qui ont commencé à être envoyés dans les deux enclaves espagnoles. D'autant plus qu'il y a deux semaines, environ 1 500 migrants divisés en quatre groupes ont tenté le même

jour, à l'aube, d'escalader grilles et barbelés de Ceuta.

Ici ou ailleurs, on ne cherche pas les causes de ces vagues d'immigration, et encore moins à y remédier (s'attaquer à la misère est évidemment moins facile que d'appuyer sur la détente d'un fusil; ceci est vrai dans tous les pays). Ce qu'on cherche, c'est développer l'arsenal sécuritaire et répressif. Dernières trouvailles: remplacer les mailles des grillages par d'autres plus resserrées (quadrillage de 1,3 cm x 1,3 cm) dans lesquelles on ne peut glisser les doigts pour s'y accrocher et les escalader. Autre « joyuseté »: les tubes asperseurs d'eau pimentée. Les États n'ouvrent leurs frontières que pour faire circuler librement marchandises et capitaux. Mais qu'il s'agisse de murs, de grilles ou de barbelés, ils n'empêcheront pas éternellement hommes et femmes de circuler tout aussi librement.

Ramón Pino

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. Chiffre avancé par la presse espagnole (entre autres El País).

Les dictateurs passent, l'exploitation demeure



EN TUNISIE, sous le règne de Ben Ali, tout allait pour le mieux pour les entreprises françaises implantées là-bas. Travailleurs surexploités, syndicats sous contrôle ou aux ordres, presse muselée..., le bonheur pour les patrons. Et puis il y a un peu plus de trois ans, ce qu'on a appelé le « Printemps arabe » est passé par là : anciens dirigeants délogés, changements dans les structures politiques (dans une certaine mesure), presse cessant d'être aux ordres (mais subissant des attaques des secteurs religieux), syndicalisme renaissant, parole libérée notamment pour les femmes. Beaucoup de bouleversements donc, mais une constante : le capitalisme perdure et donc l'exploitation des travailleurs.

À noter que dans nombre d'entreprises françaises délocalisées en Tunisie, les travailleurs sont le plus souvent des travailleuses. Et pour elles, certaines choses sont loin d'avoir changé, comme les bas salaires qui leur sont dévolus et le harcèlement (moral quand ce n'est pas sexuel) qu'elles subissent toujours. Ce qui ne les empêche pas de relever la tête, comme l'a dit Sonia Jebali, une militante syndicaliste de l'UGTT (Union générale des travailleurs tunisiens) ; dans la foulée du soulèvement populaire de la fin 2010, on les a vu se réorganiser sur leurs lieux de travail par exemple, chez Latelec, multinationale française spécialisée dans le câblage aéronau-

tique, sous-traitant pour le compte d'Airbus (EADS), Dassault, etc. Latelec est la continuation de la prestigieuse compagnie de construction aéronautique Latécoère qui fournissait à l'aérospatiale les hydravions pilotés entre autres par Jean Mermoz et Antoine de Saint-Exupéry. Mais foin du passé. Aujourd'hui Latelec exploite surtout des femmes sur son site tunisien (90 % du personnel du site de Fouchana est féminin).

En janvier 2011, dix ouvrières créent une section syndicale de l'UGTT. Un an plus tard, elles sont 420 adhérentes (sur 450 salariées). Les motifs de conflits ne manquent pas : salaires dérisoires (encore plus que pour les hommes), non-respect du nombre de jours de congé fixés par les conventions légales, heures supplémentaires non payées, etc. Débrayages, manifestations, grèves, le mouvement va s'intensifier, et la direction va employer les grands moyens pour le briser : intimidation, insultes, remarques sexistes, mises au placard et mises à pied, tentative de corruption, lock-out, tabassages et menaces de mort, tout l'arsenal répressif a été utilisé. Mais rien n'y a fait. C'est alors que Latelec a trouvé la parade : la délocalisation inversée.

Septembre 2012, l'activité du site de Fouchana est « relocalisée partiellement et provisoirement » à Toulouse. Conséquence : effectif réduit de moitié. Mars 2013, licenciement des dix meneuses du syndicat. Licenciements

déclarés illégaux par l'Inspection du travail (qui toutefois n'a qu'un rôle consultatif). La division Nord-Sud va parfaitement fonctionner, les travailleurs français étant contents de ce rapatriement d'activité vers Toulouse. Satisfaction de courte durée : fin 2013, retour de l'activité vers le site de Fouchana, désormais sans présence syndicale. 2014, la lutte reprend pour la réintégration des licenciées et pour la reconnaissance des droits syndicaux. L'UGTT avait appelé à la grève générale pour le 5 mars dans toutes les entreprises privées et publiques de la banlieue de Tunis. Devant cette menace, des négociations ont eu lieu et ont abouti à la réintégration de six des dix militantes syndicalistes. Le combat continue pour les quatre autres.

Autre multinationale française, Leman Industrie (découpage de métaux et injection thermoplastique) : mêmes problèmes, mêmes revendications de la part des salariées, même répression de la part de la direction. Vingt-trois licenciements, puis lutte et négociations débouchant sur dix-huit réintégrations. Là aussi, avec le soutien international de syndicalistes et féministes, le combat continue pour les cinq dernières licenciées.

Comme beaucoup d'autres sociétés françaises, Leman Industrie a opté pour la délocalisation et ses avantages : salaires dérisoires, non-reconnaissance des droits syndicaux, conditions de travail non assujetties à un code du travail, etc. L'implantation de ses sites est parlante : si son siège social se trouve en France (Marignier, Haute-Savoie), sa production, elle, est basée en Tunisie (Fouchana-Ben Arous), en Roumanie (Timisoara-Timis) et en Chine (Changzhou-Jiansu).

Ainsi donc quand en France les patrons ne parviennent pas à arracher assez vite les pages du Code du travail, ils s'installent sous d'autres cieux où ce Code n'existe pas. Malgré tout, où que ce soit, comme dans ce cas en Tunisie, il se trouve toujours une Sonia Jebali pour leur résister et affirmer avec détermination : « Quand on travaille en baissant la tête ils sont contents ; quand on la relève, ils dégagent. »

Guy Ernest Bernet-Rollande

Groupe Barricadiers de la rue Gay-Lussac

L'accorderie

Un système D en période de crise ou prémices d'un nouveau fonctionnement social



Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la FA

Claire Lartiguet

Accordeuse

PAR CES TEMPS DE CRISE et de précarité grandissante, on a souvent tendance à confondre l'entraide avec l'humanitaire. Loin de l'assistanat (par les aumônes étatiques) ou du bénévolat (genre Restos du cœur), le concept d'accorderie développe certains points intéressants, même si pour l'instant il est soumis à des entités municipales ou étatiques.

Ce concept nous vient du Québec où il a démarré en 2002. C'est un réseau d'échanges de services dont la mission est de combattre la pauvreté et les exclusions sociales en renforçant les solidarités dans la communauté locale entre des personnes

d'âges, de classes sociales, de nationalités et de sexes différents.

C'est la fondation Macif qui a souhaité développer ce concept en France après deux expérimentations mises en place en 2011 : l'une à Chambéry (Savoie), l'autre à Paris XIX^e.

Depuis, dix accorderies se sont montées en France dont quatre à Paris¹. Comme nous le disons, ses membres (accordeurs), sont issus de milieux sociaux divers, de nationalités et sexes différents, actifs ou retraités, et sont donc une parfaite représentation de la mixité sociale au sein des quartiers où existe une accorderie.

L'accorderie peut se constituer en structure d'économie sociale et solidaire autonome ou être portée par une autre structure.

Par exemple, l'accorderie 19 est portée par la régie de quartier du XIX^e (association à but non lucratif, agréée par l'État, comme entreprise d'insertion sociale et professionnelle).

Elle ne fonctionne qu'avec des subventions. La mairie de Paris, la Fondation Abbé-Pierre et la Fondation de France ont rejoint la Macif. État, mairie de Paris, Fondations de France de l'Abbé Pierre... Autant de mots qui fâchent dans nos milieux. Permanents (un ou deux par accorderie) salariés grâce aux subventions communales ou étatiques; soit. Mais rien ne nous empêche de participer et bénéficier de ces services sans renier nos principes, ni perdre notre âme: après tout dans ce pays, la presse bénéficie de quelques aides octroyées par le ministère de la Culture. Pour *Le Monde libertaire*, il s'agit de miettes, mais nous acceptons ces miettes. *Idem* pour Radio libertaire sans que ceci hypothèque notre volonté d'atteindre une société sans classes. De même, si actuellement des problèmes perdurent dans les accorderies, comme la possibilité de disposer de locaux, de matériel, etc. – toutes choses qui ont un coût et qui sont actuellement financées par des subventions –, l'objectif à terme pour les accorderies est bel et bien de devenir indépendantes.

L'Accorderie est une franchise, en obtenir le label est soumis au respect d'une charte dont voici les principes:

1. Une heure de service rendu égale une heure de service reçu.

2. L'échange repose sur le temps et non l'argent.

3. L'équilibre dans les échanges: un accordeur doit rechercher l'équilibre entre ses offres et ses demandes de service

4. De l'échange et non du bénévolat (ni de l'assistanat)

5. Prise en charge de l'organisme par les accordeurs. L'implication des accordeurs, au cœur du processus, fonctionne selon les principes de la démocratie (au sens large): réunions, assemblées, discussions, propositions, décisions après vote (pouvant être revues après confrontation à la réalité du terrain).

À noter: pour un professionnel en activité, il est interdit de proposer un service gratuit dans sa branche (pour cause de «concurrence déloyale» et non-versement de cotisations sociales...).

Chaque offre de service est consultable par les accordeurs sur une page Web de l'accorderie locale ou dans un annuaire papier pour ceux qui ne disposent pas d'un accès à Internet. Chaque échange est comptabilisé par une «banque du temps» (une heure de service rendu = une heure de service reçu). Lorsque quelqu'un devient accordeur, quinze heures sont déposées sur son

«compte temps», ce qui lui permet d'échanger immédiatement des services. Cadeau de bienvenue en somme. Donc pas d'argent pour payer ces services, ni de monnaie fictive, comme par exemple dans nombre de SEL (systèmes d'échanges locaux). Uniquement du temps échangé sans donner plus de valeur à une heure de repassage ou de bricolage exécutée par une personne sans diplôme particulier, qu'à une heure de soutien scolaire donnée par une personne diplômée (bac + 3, 5, 8...). On en revient à une notion chère au cœur des anarchistes: chacun participe suivant ses moyens, sans que ces moyens soient hiérarchisés et donc rétribués de manière plus ou moins importante, ou différemment valorisés suivant qu'il s'agit «d'intellectuels» ou de «manuels». Pour faire tourner la société, les compétences du plombier sont aussi utiles que celles du médecin, et donc mises à disposition de la collectivité, en tant que capacités nécessaires et équivalentes. On se rapproche donc du concept: à chacun selon ses besoins, de chacun selon ses moyens.

Tout le monde peut devenir accordeur à condition de respecter la charte et de vivre à proximité géographique de l'accorderie pour rendre possibles les échanges.

On peut échanger des services dans des domaines d'activité aussi nombreux que variés: de l'arrosage des plantes à la traduction en passant par le dépannage informatique, la cuisine et les petits travaux de bricolage...

(Pour plus d'information et notamment la liste complète et classée des activités échangées, aller sur le site *Accorderie*.)

Alors ?

D'un côté, la présence de «cadres» institutionnels (agrément de l'État), juridiques (franchise, label) et financiers (subventions) montre un réel «verrouillage» du fonctionnement.

De l'autre, l'égalité de reconnaissance des compétences entre un niveau bac + 5 et un niveau bac – 3, l'absence de circulation d'argent et la liberté d'organisation, d'initiative et de réalisation n'inaugurent-elles pas certaines pratiques dont on souhaite la généralisation? Nous n'en sommes évidemment pas à l'autogestion généralisée (et l'État est toujours présent), mais l'auto-organisation est indéniable, le rejet de l'argent roi aussi.

Doit-on considérer qu'en tolérant ces exemples d'économie parallèle, l'État se désengage à bon compte de ses obligations?

N'est-il pas risqué pour lui de «laisser la bride sur le cou» à des centaines de citoyens (le fichier de l'accorderie 19 compte 600 membres) qui se «débrouillent» par eux-mêmes? S'organiser en marge de l'État est toujours une façon de souligner ses lacunes en ce qui concerne les besoins réels de la population. Reste à élargir le plus possible

ces formes d'auto-organisation jusqu'au point de rupture avec l'État. Pour ce dernier, tolérer des «bouts» d'autonomie ou d'indépendance dans le fonctionnement de la société est une chose. Se laisser supplanter par ces parcelles au fonctionnement acapitaliste en est une autre. C'est évidemment ce vers quoi nous devons tendre, en reliant ces formes d'organisation de la population travailleuse ou non, dans les entreprises et dans les quartiers. Cette «gymnastique», cette pratique, alliées à d'autres formes de luttes contre la société marchande dans laquelle nous vivons s'avèrent souvent une excellente préparation à la future société égalitaire et libertaire.

R. P. & C. L.

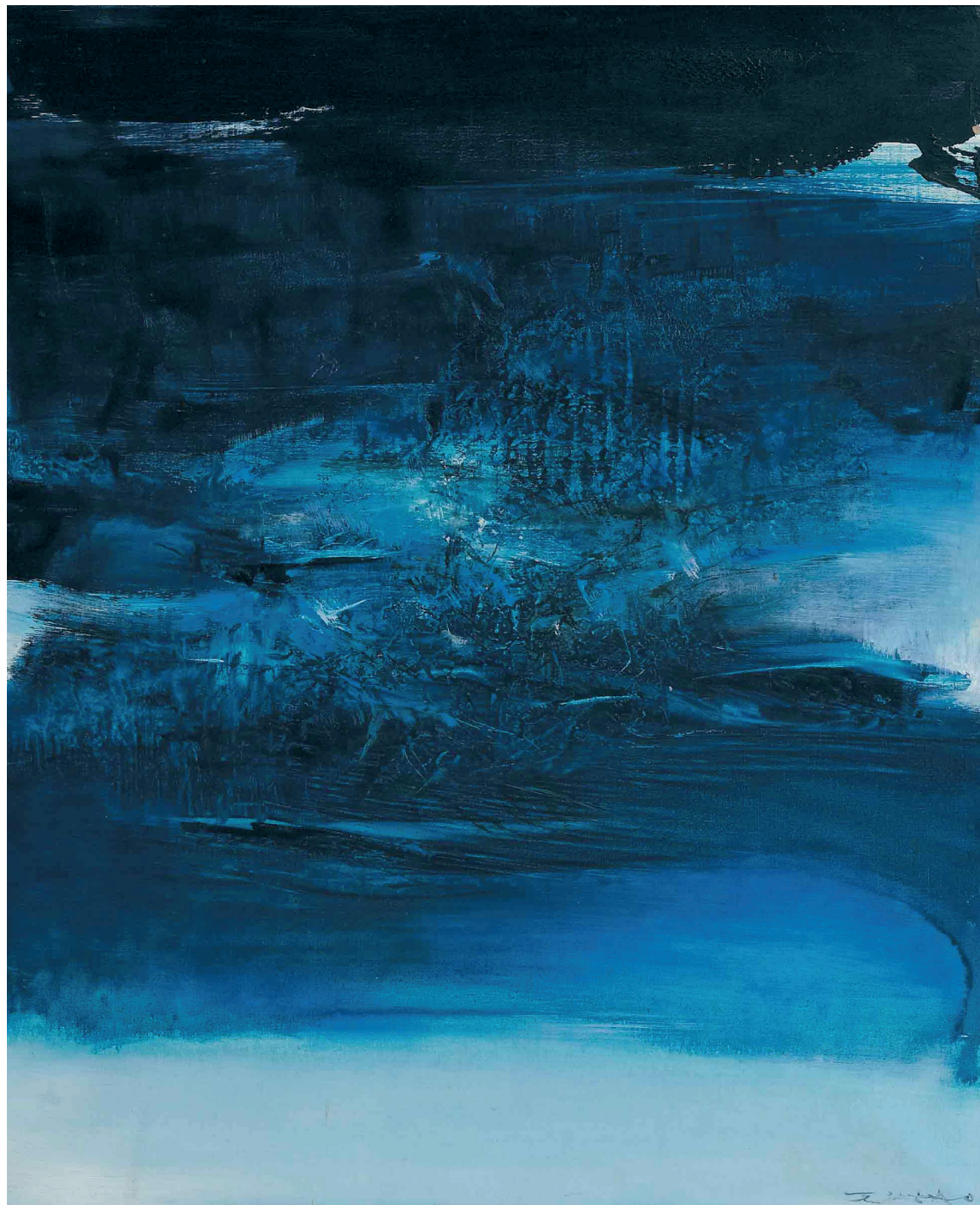


1. Pour Paris, il s'agit des accorderies des XIV^e, XVIII^e, XIX^e arrondissements et de celle du Grand Belleville qui recouvre les X^e, XI^e et XX^e arrondissements.

Le problème Michéa

Alexis

Groupe George-Orwell
de la Fédération anarchiste



Zao Wou Ki, *Composition bleue*, 1967, huile sur toile.

AUTEUR D'UNE DIZAIN D'ESSAIS, Jean-Claude Michéa se réfère à l'anarchisme d'une façon qui interroge. Récemment, sa pensée a subi des attaques en règle de la part d'intellectuels de gauche. Mais que dit cet agrégé de philosophie? Et qu'est-ce qui pose problème?

Unicité du libéralisme

Pour Michéa, le libéralisme s'est imposé suite aux guerres de religions pour conjurer

tout conflit moral au moyen d'une neutralité axiologique basée sur la conception d'un homme égoïste agissant selon son intérêt bien compris. Le libéralisme est dénoncé dans sa totalité: sur le plan économique, le marché, mais aussi sur le plan politique, le droit et la culture. Ainsi, il renvoie dos à dos la droite et la gauche – l'extrême gauche étant considérée comme son avant-garde spectaculaire – dans leur acceptation du libéralisme. Le mouvement ouvrier qui

s'était, en France, tenu à l'écart du parlementarisme aurait été contraint de se rallier à la gauche bourgeoise au moment de l'affaire Dreyfus. De là date, selon lui, un amalgame entre la gauche et mouvement ouvrier!

Le moralisme de la droite serait un leurre électoral contredisant le soutien politique à un marché moralement néfaste. À gauche, le combat pour les droits des minorités se serait substitué au socialisme. La vie poli-

tique se résume en une gestion sans idéal dans la croissance illimitée et conjointe du marché et du droit. L'objectif du libéralisme politique serait la régularisation sans jugement moral de tout comportement, du moment qu'il se fait par consentement et sans nuire à autrui. Le marché est « la seule base philosophique dont dispose le libéralisme politique et culturel »². L'argent met tout le monde d'accord : « Plus le droit libéral et sa culture relativiste séparent, plus le marché libre et sa logique des affaires doivent réunir »³. Mais comme le marché, c'est la concurrence généralisée, la pacification libérale est vouée à l'échec. Tout se fonde donc sur un compromis incessant résultant des rapports de force. Mais c'est bien le marché atomisant sans cesse les rapports sociaux qui est devenu la nouvelle utopie. Une organisation scientifique de la société par ses élites qui vise à marchandiser toujours plus l'humain avec, pour horizon ultime, son obsolescence.

Michéa et l'anarchisme

D'après le philosophe de Montpellier, l'anarchisme signifie se défier du désir de pouvoir ou de carriérisme. C'est une haute aspiration morale, une volonté d'éducation, un préalable. Opposée à la conception libérale pessimiste, la liberté altruiste de l'anarchisme est la seule alternative à l'égoïsme, à la volonté de domination et au totalitarisme. Mais pour aussi cohérente que paraisse sa thèse de la complémentarité entre libéralisme politique et économique, Michéa est contraint de la nuancer assez fortement. D'une part, il ne remet pas totalement en cause le marché. Son socialisme comprendrait un secteur privé important⁴. D'autre part, il admet que le libéralisme originel garde un attrait pour un esprit anarchiste. Les premiers libéraux politiques ont joué un rôle primordial dans la conquête de libertés essentielles ; émancipations qui concordaient avec les revendications du mouvement ouvrier. Il estime que la conquête des droits de l'homme est une base de départ privilégiée pour une société socialiste.

Mais elle n'est pas suffisante pour assurer l'autonomie. Elle n'engage pas collectivement. La sacralisation libérale des droits de l'homme contribue à leur négation. Si on peut parler, par exemple, d'une libéralisation des mœurs, il ne s'agit pas de leur libération effective. La libéralisation n'est pas l'émancipation. Le droit libéral aboutit à une production sans fin de lois et d'interdits. La liberté d'expression est non seulement menacée par le marché, mais aussi par un climat de suspicion menaçant quiconque s'exprime, de poursuites judiciaires. Les États libéraux doivent enraciner les principes du marché dans une société rétive à celui-ci. En contradiction avec ses dogmes officiels, l'État « est, en permanence, tenu d'intervenir afin de laisser faire ». Le militantisme communiste passé et le marxisme de Michéa le freinent

dans une remise en cause profonde de la domination étatique. Si bien que ses analyses sont peut-être, au fond, proches de la social-démocratie au sens presque originel du terme. Il tient à se démarquer du mouvement anarchiste actuel car, selon lui, il se distingue fort peu de l'extrême gauche. Comme si, entre autre, refuser le système électoraliste n'était qu'un détail. L'anarchisme étant pour lui une « propédeutique », on ne saurait que trop l'encourager à passer aux études supérieures.

Les formes de la domination ne sont plus uniquement celles du patriarcat, pense notre agrégé. Elles coexistent avec une forme « matriarcale » qui induit une illusion de libre choix. Le capitalisme offre un idéal hédoniste : la pulsion est sans cesse stimulée, mais jamais comblée. L'aliénation s'appuierait aujourd'hui plus sur la séduction que la répression, le spectacle étant la meilleure des polices. Ce système « impose comme un dû l'amour inconditionnel du sujet et, de ce fait, il fonctionne d'abord à la culpabilisation et au chantage affectif, sur les modes, déclinables à l'infini, de la plainte, du reproche et de l'accusation ». Le patriarcat soumet de l'extérieur. Cette nouvelle domination s'exerce de l'intérieur. Le sujet doit céder sur son désir et adhérer de tout son être « sous peine de se voir détruit dans l'estime qu'il a de lui-même »⁵. Ce « matriarcat », qui peut être le fait aussi bien d'un homme que d'une femme, s'exprime d'une façon étouffante et inconsciente, difficilement repérable. Parce que ces formes de domination ne sont jamais démontées, la volonté d'autonomie se serait arrêtée à mi-chemin. Le refus d'admettre une liberté autre que la sienne, qui est le propre de la jalousie, la querelle puérile au sujet de n'importe quoi, expression inconsciente de luttes de pouvoir se manifestent à tous les niveaux de l'existence. D'où l'émergence d'une société de contrôle baignant dans un climat d'autocensure ou d'expertises visant à déconsidérer les aspirations populaires. À la guerre de tous contre tous se serait ajoutée « la nouvelle guerre de chacun contre lui-même »⁶. Le terme de « matriarcat » laisse perplexe. Cette critique peut être interprétée comme une forme de masculinisme. Les sociétés matriarcales ont parfois été présentées comme proches du projet anarchiste. Mais, en dépit de l'aspect assez confus de tout ceci, on perçoit cependant bien là une réalité de pouvoir à combattre.

Un socialisme décent

Le capitalisme est un « fait social total » : son influence ne se limite pas à l'économie, mais à toute la culture, dit notre essayiste. La gauche ne comprend pas « que le capitalisme s'effondrerait si les individus cessaient brutalement d'intérioriser en masse – et à chaque instant – un imaginaire de la croissance illimitée et une culture de la consommation »⁷. La redistribution égalitaire des richesses est importante, mais pas suffisante pour sortir de l'aliénation. Une société

socialiste se baserait sur des vertus morales populaires et non sur le droit et le marché. À la manière de ce que Debord appelait la construction de situations, il s'agit de créer un contexte qui favorise l'honnêteté, la générosité, la loyauté, la bienveillance, l'entraide, l'égalité, l'amitié, comme le capitalisme aujourd'hui favorise l'égoïsme. La *common decency* d'Orwell est un ensemble de vertus traditionnelles auxquelles le peuple attache beaucoup plus d'importance que les élites. Elles peuvent se résumer aux capacités nécessaires pour le donner, recevoir et rendre décrites par Mauss. La décence commune désigne une société où « chacun aurait la possibilité de vivre honnêtement d'une activité qui ait réellement un sens humain »⁸. La question politique ne se limiterait pas à des mécanismes institutionnels, mais aussi psychologiques et moraux : recherche de l'autonomie par la mise à jour des ressorts inconscients de la domination. Michéa, par le vocable de « gens ordinaires », pense que le ralliement de la classe moyenne à une perspective de changement radical est primordial. La lutte de classes ne recouvrerait que partiellement le clivage politique. Les bourgeoisies de gauche et de droite, si elles feignent de s'affronter politiquement, s'opposent aux « gens ordinaires » de droite ou de gauche.

Critiques acerbes de la gauche

Rien n'indique bien sûr, chez l'auteur, qu'il convient d'effectuer un retour au patriarcat ou de restaurer un ordre moral. Mais c'est le libéralisme de gauche qui, selon lui, constituerait une source majeure de malaise. Car sa logique se combinerait avec celle du marché pour détruire une à une toutes les structures élémentaires de la solidarité traditionnelle (famille, village, quartier) qui permettaient l'existence d'une moralité populaire. Pour le philosophe, la xénophobie serait étrangère à une logique libérale dont le souci est de savoir s'il est rentable d'exploiter un travailleur en fonction de critères strictement comptables et non pas sur des bases ethniques. S'il convient d'empêcher la persécution des minorités, défendre l'immigration ne serait pas révolutionnaire : ce serait simplement faciliter la tâche au patronat qui ne demanderait pas mieux qu'une main-d'œuvre docile. Michéa réserve ainsi ses critiques les plus dures aux défenseurs des « sans ». Il juge que la bourgeoisie de gauche est fascinée par les marginaux (bohème, nomadisme), ce qui l'éloigne d'autant plus du monde ouvrier et des classes moyennes. Certes, à la figure de l'ouvrier, autrefois adulée par l'intellectuel de gauche, s'est substituée celle du beauf, tandis que la thématique de l'exclusion est devenue centrale.

Mais la lutte contre l'exclusion repose sur une réalité sociologique : celle de la précarité et de l'exigence de mobilité libérales que Michéa précisément critique. Défendre

les exclus, c'est leur donner des droits face à l'exploitation. Comme dans tout autre combat concret, on est, bien sûr, loin de la révolution sociale. Mais Michéa dit lui-même qu'une société décente part nécessairement des droits humains. Le mobilité migratoire est imposée. Penser que les migrants s'inscrivent dans un contexte local, qu'ils font partie d'un quartier ou d'un collectif de travail relève du bon sens. Assurer la solidarité entre les travailleurs, quelles que soient leurs origines, repose sur un fondement du mouvement ouvrier : l'internationalisme, dont Michéa semble penser qu'il n'est aujourd'hui que le fait des capitalistes.

Utilisation de sa pensée par l'extrême droite

Après *La Double Pensée*, Michéa se répète et exprime une aigreur toujours plus vive à l'égard de la gauche. Sa critique de la modernité, si elle est, à certains égards, perspicace, finit par atteindre ses limites politiques. Car il y a bien un moment où Michéa doit servir politiquement. Il s'est exprimé dans diverses tribunes libertaires ou décroissantes. Mais c'est plutôt dans les milieux nationalistes ou conservateurs qu'il intéresse¹⁰. Outre le nationalisme de gauche version Mélenchon, ce sont quasiment l'ensemble des courants d'extrême droite qui le trouve utile. Forcément, à force de taper sans fin sur la gauche, on finit par intéresser la droite. C'est très grossièrement ce que les critiques de Michéa pensent. Luc Boltanski, Serge Halimi, Frédéric Lordon, Philippe Corcuff, Max Vincent ou Anselm Jappe à des degrés divers estiment que sa critique du progrès est réactionnaire. En réponse à Philippe Corcuff, Michéa affirme que peu importe ce à quoi servent ses idées du moment qu'elles sont vraies¹¹.

Dans une interview à *Marianne*, il répond sur cette utilisation par l'extrême droite¹². Et, au fond, on a presque l'impression qu'il se réjouit que sa pensée circule dans les caniveaux néofascistes. Bien sûr, on sent confusément que ce n'est pas ce combat-là qu'il veut servir. Mais, après tout, ce n'est pas grave si l'extrême droite est l'antithèse absolue de toute émancipation. Pas grave puisqu'elle aussi prétend vouloir combattre le capitalisme et qu'elle produit même des analyses « lucides » qui ont toutefois l'inconvénient d'être ambiguës et antisémites... Or, si l'extrême droite utilise cette rhétorique anticapitaliste, en puisant notamment chez Michéa, c'est par ce qu'elle veut le pouvoir. L'extrême droite a besoin des masses pour accéder à l'État. Pour cela, elle doit utiliser un discours vaguement anticapitaliste. Michéa constitue un penseur de choix pour ce faire, car il cible quasi exclusivement et outrancièrement la gauche sans démonter franchement l'extrême droite. C'est donc en partie parce que son discours n'est pas juste qu'il est récupéré.



C'est de sa responsabilité de ne pas analyser clairement cette utilisation par les nationalistes de droite ou de gauche. Clairement parce que Michéa aime parler et écrire tout en circonvolutions à la manière d'un prof faisant d'interminables digressions pour placer telle ou telle référence. C'est intéressant, mais il ne condamne pas un instant sa récupération. Il préfère cibler seul le capitalisme. Or, si le patriotisme se médiatise comme l'unique solution au libéralisme, c'est que le capital a toujours su habilement jouer avec lui. Inciter les dominés à s'opposer en fonction de leurs origines dissout la lutte de classes, sert la bourgeoisie et l'État. Le libéralisme provoque le repli identitaire, il se crée ainsi un bien utile faux ennemi. Évidemment, l'antifascisme ne mène à rien tant que l'on ne propose pas d'alternative radicale au capital et à l'État ce que font les anarchistes¹³. Mais cela n'enlève aucune responsabilité à l'extrême droite en elle-même.

Orwell savait sublimer sa pensée en des romans qui s'adressaient à tous. Il a combattu physiquement le fascisme en Espagne. Il s'est intéressé de très près aux marginaux. Il ne se gargarisait pas de citations de Marx ou d'Engels. Il s'est refusé à toute récupération de droite lorsqu'il dénonçait les crimes stalinien. Il s'est toujours placé à gauche. Ce

n'est pas le cas de Michéa, dont l'expression tourne en rond et dont on s'interroge sur les actes. C'est toujours moins inquiétant, dit-il, d'être utilisé par le FN que par le Medef. Pas certain que préférer la peste au choléra relève du plus grand discernement intellectuel et combatif.

A.

1. *Les Mystères de la gauche*.
2. *La Double Pensée*, p. 45.
3. *Ibid.*, p. 153.
4. *Le Complexe d'Orphée*, p. 117.
5. *L'Empire du moindre mal*, p. 175. Michéa emprunte cette thèse freudo-marxiste à Slavoj Žižek dans *Le spectre rôde toujours*.
6. *Ibid.*
7. *La Double Pensée*, p. 94-95.
8. *Ibid.* p. 157.
9. *Ibid.* p. 174.
10. En 2001, Michéa a coécrit un livre avec Alain Finkielkraut et Pascal Bruckner. En mars 2013, *Causeur* lui ouvre ses colonnes.
11. « En réponse à Corcuff », *Mediapart*.
12. « Michéa face à la stratégie Godwin », *Marianne*.
13. Voir *Le Monde libertaire* n° 1706, p. 9.

Décroissants *et* anarchistes

Droit de réponse demandé à l'article de Philippe Pelletier « Décroissance : syndrome de la litanie » publié dans *Le Monde libertaire* n° 1727.

Groupe René-Lochu

Fédération anarchiste de Vannes



Henri Cartier-Bresson, France, Brie, 1968.

DANS SON ARTICLE, Philippe Pelletier affirme que la quasi-totalité des décroissants n'adoptent pas l'anarchisme. Il déclare que les seuls décroissants existants, objecteurs de croissance et autres, sont disséminés chez les Verts ou dans d'autres partis, ou seraient religieux.

De fait, il définit le religieux, mais pas la décroissance versus la croissance, ni ce qu'est l'écologie. Dans tout son texte, il brandit l'étiquette de la religiosité pour dénigrer les

écologistes et les décroissants, pour mieux leur poser l'idée de totalitarisme.

En déclarant d'emblée : « Ne serait-ce justement pas parce que leur diagnostic est faux que ces décroissants prônent, dans une même cohérence, des mesures qui sont tout aussi fausses puisqu'elles restent dans le cadre du capital (la propriété privée, le salariat, l'argent, notamment) et de l'État (qu'ils considèrent comme neutre et régulateur) ? », Philippe Pelletier feint d'ignorer le vaste courant libertaire décroissant, les combats d'anarchistes qui,

pour réaliser la société sans classes ni État, œuvrent en faveur d'une réduction de l'empreinte écologique des sociétés humaines (là où elle est excessive). Comment peut-il faire l'impasse sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, les oppositions aux grands projets inutiles imposés (lignes à grande vitesse, autoroutes, EPR...), où sont actifs des anarchistes ? Il nie ces lieux d'expérimentation sociale de la prise de décision horizontale, de mandats, d'autogestion et du respect éco-

logique. Et même, notre camarade semble avoir oublié que la Fédération anarchiste a adopté deux motions en faveur de la décroissance, lors de ses congrès souverains, à l'unanimité... en 2004 et 2008. Nous serions bien curieux, d'ailleurs, qu'il réussisse à nous prouver que ces prises de position s'inscrivaient « dans le cadre du capital et de l'État ». Il ne semble pas connaître non plus Jean-Pierre Tertrais, membre de la Fédération anarchiste, et auteur régulier du *Monde libertaire*, qu'on ne peut soupçonner de négliger la question sociale !

Que la parole ne soit donnée qu'aux décroissants religieux et étatistes par la classe dominante dans les médias semble ne pas avoir alerté Philippe Pelletier.

La décroissance ainsi amputée, il peut lui reprocher de vouloir de mauvais remèdes, preuves de l'erreur de son diagnostic. Étrange logique ! En effet, les léninistes ont fait un long catalogue des misères du peuple ; mais ils voulaient réaliser son bonheur par l'État. Les anarchistes et l'histoire ont montré que c'était une erreur. Aurait-il fallu en déduire que les misères du peuple n'étaient pas réelles ?

Il lui reste à prouver que le constat des décroissants est faux. Pour cela, il a un mot magique qui remplace la démonstration : la litanie. Pour notre géographe, la vie semble ne pas exister en dehors de l'usage qu'en font certaines idéologies : « Il faudrait même sauver le « vivant » : la vie, concept que tous les religieux adorent » ; « Orientation idéologique [...] de scientifiques partisans du naturalisme intégriste et réversibles par le socialisme » ; etc. Or, la vie existe à la surface de la planète, dans un espace très restreint.

Il nie ainsi le fait que le capitalisme, par sa production de masse, et même sa surproduction (stocks invendus et détruits, obsolescence programmée...), est en train de détruire la biosphère, nos conditions de vie.

Sa démonstration, par amalgame, se réduit à dire que les écologistes et décroissants ne sont que des religieux, escrocs et pétainistes, sans apporter une seule preuve de l'erreur de leur constat. Si on suit cette logique, les anarchistes devraient renoncer à l'autogestion sous prétexte que Tito, le PSU et la CFDT l'ont récupérée dans un projet non libertaire...

Philippe Pelletier prétend utiliser le doute de manière scientifique : « Sur tous les dossiers – que ce soit les évolutions climatiques, le nombre ou l'extinction des espèces, la surpêche, la déforestation, etc. – les scientifiques ne sont pas d'accord entre eux » ; « Le doute est à la base même de la science ».

Voyons cela de près. Il n'utilise le doute que contre le constat des écolos décroissants autoritaires (étatistes et religieux). Il s'en sert pour invalider leur démonstration, mais sans argument réel autre que les dénégations de leurs opposants productivistes. En fait, il se contente de leur faire un procès d'intention, et cette intention supposée par lui, se substitue à un examen lucide de leur constat.

À l'inverse, il semble ne pas exercer son doute sur le discours des productivistes, et reprend leurs arguments. De la même manière, il ne leur fait aucun procès d'intention, alors que l'on sait qu'ils sont payés et portés par les grands groupes capitalistes et leurs médias.

Si le doute est un principe de base de la méthode scientifique, les savants l'ont toujours aussi contrôlé. Ils ont ainsi pu admettre que notre planète était ronde, sans doute possible. C'était aussi l'usage qu'en faisaient les philosophes sceptiques. Or, les « négationnistes », eux, se servent du doute pour empêcher toute pensée autre que la leur, se gardant bien d'utiliser leur stratagème contre leurs idées. N'est-ce pas exactement la rhétorique qu'utilise Philippe Pelletier ?

Il semble nier que la surface de la Terre soit ravagée par la société capitaliste. Ce qui est gênant, c'est qu'il supprime ainsi tout un argumentaire qui contribue à la critique du capitalisme... Il suggère que Fukushima pourrait être justifié, car il réduirait l'effet de serre. Or, cet effet de serre, il semble le... nier ! N'est-ce pas paradoxal ?

Le fait qu'une grande majorité de climato-sceptiques soient aux États-Unis les républicains, le Tea Party et autres intégristes religieux ne semble pas gêner Philippe Pelletier lorsqu'il émet des doutes sur les conséquences climatiques de la production industrielle et agricole capitaliste.

Il apparaît donc que, pour ce géographe, s'occuper du rapport des sociétés humaines à leur environnement revient à vider de sa substance l'humanité et à nier les luttes sociales (« la Terre », « la planète », « éléments de langage qui naturalisent les problématiques sociales en vidant l'humain de toute substance »). Pourtant, toutes les classes dominantes ont politisé leur rapport à l'environnement, non seulement par des choix pratiques, mais aussi par leurs idéologies, et en particulier les religions. La vision de Philippe Pelletier ne devient-elle pas un anthropocentrisme qui confine à l'idéalisme ? En effet, qu'est-ce que la substance d'une humanité ne vivant que pour elle, sans effet sur son environnement ? Rappelons que les religions monothéistes ordonnent aux humains de croître et de se multiplier, et que cet ordre satisfait pleinement le capitalisme, tout en introduisant le désordre dans la biosphère.

Quand il déclare : « Ce qui revient à masquer la sous-consommation de millions d'individus », il avance l'argument selon lequel les discours décroissants cherchent à cacher le fait qu'il y a de nombreux pauvres qui n'ont pas le nécessaire pour vivre. C'est une invention de sa part : même les décroissants non anarchistes prônent la redistribution, pour éradiquer la misère sans qu'il ne soit nécessaire de courir après une croissance qui, elle, justement, a créé cette misère. Et, sur sa lancée, il oublie de dire que les pauvres souffrent plus de la pollution que les riches. Cela lui

permet de ne pas admettre qu'il y a pollution. Les pauvres ne sont-ils pas dans ce cas un alibi à la société productiviste capitaliste ?

De même, faudrait-il consommer tout ce que produit la société capitaliste ? Gadgets, malbouffe...

Plus étonnant : il critique « l'obsession décentralisatrice de Kropotkine » et affirme que l'anarchisme ne conteste pas l'organisation en centre et en périphéries. Or, le fédéralisme anarchiste n'a pas de centre, il n'a que des coordinations transitoires, soumises à mandat impératif, sous le contrôle permanent des assemblées de base. Cette forme d'anarchisme n'a-t-elle pas l'odeur du « centralisme démocratique » des étatistes ?

En conclusion, Philippe Pelletier prône la croissance pour éradiquer la misère humaine. Et, dans tout son article, transparaît l'inégalité de traitement qu'il fait entre la croissance et la décroissance. L'autogestion ne serait-elle, pour lui, que la gestion d'une société où l'on devrait toujours travailler trop (à l'usine ?), pour lutter contre la misère ?

En fin de compte, il semble que cette charge contre les écologistes et les décroissants ne vise que les décroissants libertaires, sans les nommer.

Faudra-t-il que les anarchistes renoncent à combattre le nucléaire et à défendre un projet de société respectueux de l'environnement, parce qu'ils et elles ne sont pas les seuls engagés dans ce combat ?

« La religion n'est pas seulement l'affirmation de l'existence d'un dieu. C'est une conception qui consiste à renvoyer l'individu à ses responsabilités devant un élément extérieur qui n'existe pas, qui se situe dans le futur. » Cette définition met le concept d'utopie anarchiste dans le même sac que la religiosité. Ainsi, selon Philippe Pelletier, vouloir un monde meilleur et agir pour le construire relèverait du domaine du sectaire, du religieux... Ce qui coupe tout espoir de gagner dans nos luttes et, effectivement, de construire cette société autogérée, sans dieu ni maître. Certes la fin du monde n'est pas pour demain, la révolution non plus. Là encore faut-il renoncer à préparer cette dernière tout en faisant en sorte qu'elle arrive bien avant la fin du monde ?

G. R.-L.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

24 août 1944

Les républicains espagnols de la Nueve entrent dans Paris

Association 24 août 1944

QUAND LA CATALOGNE TOMBE, en janvier 1939, après deux ans et demi de combats contre l'armée putschiste de Franco, aidée par Hitler, Mussolini et Salazar, un demi-million d'Espagnols, sous les intempéries et les bombardements, franchissent la frontière française. Ils sont internés dans des camps de concentration improvisés, clos de barbelés: Gurs, Argelès, Bram, Saint-Cyprien, Le Vernet-d'Ariège... Au cours des premières semaines, près de 15 000 de ces exilés, désespérés, meurent de faim, de maladie, de froid...

Devant l'imminence de la guerre avec l'Allemagne, plusieurs dizaines de milliers de ces Espagnols sont incorporés à l'effort de guerre dans les compagnies de travailleurs étrangers (CTE) ou dans la Légion étrangère. Seule alternative: le retour en Espagne franquiste, au péril de leur vie!

Avec l'armistice, la situation s'aggrave. Aux yeux de Vichy, ces réfugiés sont des «rouges», potentiellement dangereux. L'Afrique du Nord «accueille» nombre d'entre eux ayant échappé à la répression fasciste en traversant la Méditerranée depuis les côtes espagnoles. Les autorités françaises en envoient environ 20 000 vers les camps d'internement et de discipline du Maroc, de Tunisie et d'Algérie. D'autres périssent dans des geôles vichystes ou sont déportés dans des camps nazis (comme Mauthausen, où sont morts les deux tiers des 7 200 internés).

Sortis des camps français, des milliers de soldats espagnols se battent contre les Allemands, sur tous les fronts: dans les Forces françaises libres au sein de la Résistance française...

En Afrique, après des batailles contre Vichy et les divisions allemandes du général

Rommel, une partie de ces milliers d'Espagnols est intégrée à la 2^e division blindée (2^e DB) du général Leclerc.

Au sein de cette division, la 9^e compagnie, la Nueve, est commandée par le capitaine français Dronne, mais les autres postes de responsabilité sont tenus par des Espagnols; la langue de la compagnie est le castillan et une forte composante des hommes est anarchiste, antimilitariste...

Unité d'avant-garde en raison de son expérience de la guerre en Espagne, la Nueve est dotée de l'armement le plus moderne: depuis sa base, au Maroc, avec ses 22 véhicules chenillés – des half-tracks –, elle est transportée en Angleterre pour participer au débarquement.

La langue de la compagnie est le castillan et une forte composante des hommes est anarchiste, antimilitariste...

À l'aube du 1^{er} août 1944, la compagnie débarque en Normandie. Elle participe à de violents combats et libère diverses agglomérations, au prix de nombreuses pertes. Puis elle se dirige vers Paris.

L'après-midi du 24 août 1944, la Nueve traverse la ceinture de feu qui protège la ville et fonce vers le centre. De nombreux Parisiens acclament les libérateurs: en tête de la colonne, le Guadalajara est le premier véhicule à atteindre l'hôtel de ville, et le lieutenant «français» Amado Granell est le premier soldat de la 2^e DB à rencontrer les représentants de la Résistance. La radio annonce l'événement; les cloches retentissent et les Parisiens

sortent dans la rue. Sur l'esplanade de l'hôtel de ville, la foule chante *La Marseillaise* et les Espagnols entonnent des chants de la résistance au fascisme.

Le 25 au matin, les affrontements se poursuivent contre les diverses poches de résistance allemande. Les Espagnols de Leclerc et ceux de la Résistance parisienne combattent ensemble. L'Estrémadurien Antonio Gutiérrez, l'Aragonais Navarro et le Sévillan Sánchez, combattants de la Résistance, rompent la défense allemande à l'hôtel Meurice; ils entrent les premiers dans le bureau où se trouvent le général Von Choltitz, gouverneur militaire de Paris, et son état-major, les arrêtent et les remettent aux officiers de la 2^e DB.

Le 26 août, tout Paris est dans la rue. La Nueve est postée avec le reste de la division face à l'Arc de Triomphe, saluée par le général de Gaulle avant le début du défilé de la victoire sur les Champs-Élysées. Le lieutenant Amado Granell ouvre la marche dans un véhicule portant la croix de Lorraine. De Gaulle et Leclerc sont escortés par les half-tracks des Espagnols de la Nueve, à la grande joie des Parisiens et des milliers de républicains espagnols qui saluent les libérateurs.

Treize jours plus tard, la compagnie repart au combat, avec toute la division Leclerc: Dompierre, Chatel, Nancy, Strasbourg... Le 27 avril 1945, la Nueve traverse le Rhin pour atteindre le nid d'aigle d'Hitler, à Berchtesgaden.

Les Espagnols de la Nueve étaient 146 quand ils débarquèrent en Normandie: ils ne sont que 16 à leur arrivée au bunker de Hitler. Les autres ont jalonné de leurs blessures ou de leurs tombes le long chemin de la Libération.

A.

Ils ont dit, hier et aujourd'hui

Témoignages et commentaires

L'association

24 août 1944



Les hommes de la Nueve parlent de leur compagnie

« Nous n'avions pas besoin de recevoir des ordres... On se réunissait [...] et on décidait comment nous allions attaquer. »

Manuel Fernández : « La Nueve avait quelque chose de différent qu'on ne retrouvait pas dans les autres compagnies. Je crois que c'était le mélange d'hommes plus âgés et plus jeunes, tous avec une force et une envie de vaincre... »

L'arrivée dans Paris racontée par les hommes de la Nueve

Fermín Pujol : « Les gens nous encourageaient tout au long du chemin, courant à nos côtés, pleurant, applaudissant, saluant, chantant. L'enthousiasme était incroyable. »

Manuel Lozano : « Les gens étaient très surpris en nous entendant parler espagnol. Ils n'arrêtaient pas de nous embrasser. Ce fut quelque chose d'extraordinaire ! »

Le capitaine Dronne, parlant de ces hommes : « S'ils embrassèrent notre cause, c'est parce que c'était la cause de la liberté. »

Evelyn Mesquida¹ : « Aucun de ces hommes n'avait la prétention d'écrire l'histoire. Chacun d'eux, cependant, y participa comme combattant et témoin d'exception. Les historiens et les politiques se sont très peu intéressés à eux. »

Charles C. Wertenbaker (envoyé spécial du New York Times, 26 août 1944) : « Nous prîmes la route vers Paris et, en arrivant dans le village d'Antony, nous fûmes stoppés par un escadron motorisé de républicains espagnols. La lutte dans le secteur était recrudescende et ces garçons aguerris de la République espagnole considéraient notre avancée dangereuse. Je profitai des circonstances pour entamer la conversation avec eux... D'après le commandant Putz, ils sont tous experts en armes motorisées modernes et font preuve d'un courage extraordinaire. Leurs tanks et autos blindées portent, peints sur le devant et les côtés, des noms aussi parlants que Ebro, Guadalajara, Belchite, et ils arborent le drapeau républicain. Nous poursuivîmes notre route et, avant midi, nous atteignîmes les faubourgs de la capitale, toujours précédés par les républicains espagnols, qui étaient acclamés dans un délire indescriptible par la population civile. »

Cette association a pour but de faire connaître et de cultiver la mémoire historique (écrite, enregistrée, iconographique, artistique, etc.) de la Libération de Paris en 1944, en liant cette célébration à la participation des antifascistes espagnols de la 2^e DB, en exposant toutes les facettes de cette lutte commencée le 19 juillet 1936 en Espagne et continuée sur différents fronts en Europe et en Afrique, et plus particulièrement dans les maquis en France. Pour beaucoup de femmes et d'hommes, elle se prolongea dans le combat contre le franquisme, jusque dans les années 1960.

Nous prévoyons, entre autres, de réaliser des recherches, d'animer des débats, de présenter des expositions, de diffuser et de réaliser des films, de publier des documents et d'organiser des événements commémoratifs et festifs.

Contacts :
24aout1944@gmail.com
<http://www.24-aout-1944.org>

1. La Nueve, 24 août 1944 : ces républicains espagnols qui ont libéré Paris, Le Cherche Midi, 2011.

Le Paris révolutionnaire face à la guerre d'Espagne

LE PARTI PRIS DE L'AUTEUR, dont il faut saluer la rigueur du propos et la clarté de l'énoncé, est de revenir sur la défaite des révolutionnaires espagnols de 1936 en la considérant à travers le prisme des relations que les groupes révolutionnaires parisiens entretenaient, dans le cadre d'un soutien actif (logistique et militaire), avec les principaux acteurs du dernier épisode révolutionnaire européen. Ce qui n'exclue pas de vives polémiques. Anarchistes, communistes de gauche, conseillistes, bordiguistes, trotskistes, rescapés du surréalisme non encore phagocytés par le PCF, en un mot tous ceux que la contre-révolution stalinienne et son bras armé, la Guépéou, avaient pour mission d'abattre – au sens propre en Espagne (tortures, exécutions, emprisonnement, on pense à André Nin du Poum et au militant anarchiste italien Camillo Beneri), comme au figuré dans l'étranglement du débat politique qui agitaient encore, mais à la marge, le mouvement ouvrier. Dernier acte d'une tragédie, d'autant plus douloureuse que, nous dit l'auteur dans sa conclusion, «une certaine forme de révolution et d'utopie qui l'accompagne» semble avoir désormais déserté, et pour longtemps, la perspective historique qui anima l'ardeur au combat de plusieurs générations de militants révolutionnaires. La page des révolutions à l'ancienne se tourne. Mais «la défaite, dit-il aussi, que les révolutionnaires parisiens ont le plus grand mal à penser est celle qui naît de leur propre camp et de leurs organisations». Et cette douloureuse analyse garde une actualité qui n'en finit pas de tourmenter la mémoire révolutionnaire.

Ces groupes, qu'ils soient bien implantés à Barcelone et en lien avec le Poum et avec la CNT-FAI, ou au contraire dans une sorte de distance critique qui les éloigne de la réalité militaire du front bien qu'ils fassent d'incessant aller et retour entre Paris et Barcelone, ne ménagent pas leurs camarades et compagnons espagnols, et ne manquent pas de les alerter sur les risques auxquels ils s'exposent en prenant parfois des postures de donneur de leçons qui agacent (la modeste CGT-SR sermonnant la puissante CNT fait parfois sourire). Ce qui, depuis Paris, est perçu

comme un manque de clairvoyance, et s'accompagne d'une dénonciation de leurs illusions dans leurs capacités à déjouer les pièges des stratégies stalinienne – tels, par exemple, les mouvements «de masse» antifascistes – apparaît comme le symptôme d'un isolement qui, partout dans le monde, se renforce, laissant le mouvement révolutionnaire européen exsangue, replié sur lui-même, spectateurs de sa propre défaite. Les concessions et les renoncements qui marqueront chaque étape du déclin du pouvoir révolutionnaire local – qui est celui de la révolution espagnole – seront, elles, l'objet d'intenses débats par publications interposées. Et quelques beaux ratages, comme celui de la question de l'indépendance du Maroc espagnol, n'en sont que plus pathétiques. Victor Serge, Nestor Makhno ou Nicolas Lazarevitch, fins connaisseurs des méthodes utilisées par le communisme de parti, les mirent en garde, mais en vain. Inutile, ici, de revenir sur les commissionnaires des basses œuvres comme André Marty et le rôle pour le moins trouble des Brigades internationales dans la répression qui s'abattit sur les militants de la CNT-FAI et du Poum.

Dans ce milieu non homogène, traversé de rivalités idéologiques et personnelles et de dissensions théoriques très fortes (comme celles qui opposent les anarchistes aux trotskistes), composé de militants révolutionnaires sincères et d'intellectuels atypiques, mais toujours, et pour tous, animés par une éthique pointilleuse, on y croise de belles figures telles que, par exemple, le très actif Pierre Besnard, le témoin du désastre annoncé, André Prudhommeaux, la singulière Simone Weil et l'inclassable Georges Bataille, l'ombre de Souvarine, et de tant d'autres. Il est utile de rappeler l'importance de leur soutien et l'originalité du cheminement qui, ensuite, les conduisit à se replier sur des positions que leur amertume face à la défaite justifiait et qui résonneront longtemps dans le débat intellectuel de l'après guerre et dont nous sommes, en quelque sorte, aujourd'hui encore, les héritiers. Que l'on songe aux prolongements qu'en fit Albert Camus dans la revue *Témoins* en 1954.

Bien que minoritaires, leurs actions, leurs publications (journaux, revues) et interventions publiques, de Paris à Barcelone, vont accompagner l'ultime défaite du cycle révolution qui joua sur le front catalan et aragonais les dernières mesures de l'immense espoir qui, parti d'Ukraine, de Hongrie et d'Allemagne, fut sur le point de l'emporter avant qu'il ne soit définitivement neutralisé sous les coups de boutoir militaire, politique et idéologique du fascisme et du stalinisme.

Pour conclure, il faut souligner l'un des grands mérites de ce livre – qui, par ailleurs, n'en manquent pas –, c'est qu'il s'adresse indifféremment aux néophytes et aux spécialistes. Les uns y trouveront des explications limpides et didactiques qui permettent de bien comprendre la spécificité de la révolution espagnole, les autres l'occasion d'approfondir leurs connaissances grâce à un appareil critique très complet mais jamais pesant, et dans tous les cas l'occasion d'une solide révision. Un classique, en somme.

Jean-Luc Debry



Daniel Aïache, *La Révolution défaite : les groupements révolutionnaires parisiens face à la révolution espagnole*, Éditions Noir et Rouge, 2014, 200 pages, 16 euros.

Femmes zapatistes

Révolution dans la révolution

« **UN FROID PARALYSANT** nous parcourt le corps. Nous montons vers les Hautes Terres du Chiapas. Les géraniums typiques des vêtements de Zinacantán commencent à apparaître. Froideur et silence. Marche assurée de pieds nus, mains vides palpant l'air transformé en brume épaisse. Tout est envahi de mystère et englouti dans cette masse informe et laiteuse qui nous ramène aux annales du temps. Imperturbables, maîtres de la brume et de la patience infinie, les indigènes poursuivent leur marche, faisant partie intégrante d'une brume séculaire qu'ils traînent derrière eux. La marche des femmes colorées ouvre un chemin, trouvant à chaque pas l'endroit où poser le suivant. »

C'est par ces mots que Guiomar Rovira fait commencer son livre remarquable sur les femmes zapatistes du Chiapas. Cette journaliste catalane a longuement parcouru le Chiapas et a écrit *Zapata est vivant*, première chronique de la rébellion zapatiste. Depuis la Loi révolutionnaire des femmes de 1993, le rôle des femmes indigènes – *tzotziles*, *tzeltales*, *tojolabales* et *choles* – est devenu inséparable de l'expérience zapatiste. Ces femmes mayas, elle les a rencontrées : commandantes de l'Armée zapatiste de libération nationale, miliciennes, paysannes, tisserandes, mères ou grand-mères. Toutes sont indigènes et insurgées, *compañeras* comme elles se nomment elles-mêmes. Elles n'ont plus le regard fuyant ou suppliant d'autrefois, mais elles s'organisent pour lutter et témoigner. Le 1^{er} janvier 1994, elles se sont rebellées et ont participé au soulèvement, à San Cristobal de Las Casas et dans cinq autres villes du Chiapas. Les femmes constituaient un tiers de l'armée rebelle. Des combattantes se sont sacrifiées dans la sanglante bataille d'Ocosingo.

La commandante Ramona déclarait en 1994 : « Nous étions déjà mortes en fait, nous comptions pour rien. » Sous-alimentées, exploitées, violées, maltraitées par les citoyens des deux sexes comme par leurs propres compagnons indigènes, qu'avaient donc ces femmes à perdre ? Dans la lutte pour la défense des us et coutumes des peuples indiens, d'invisibles, elles sont devenues visibles. Et elles parlent. Dans *Femmes de maïs*, elles prennent la parole à tour de rôle et racontent la violence faite aux femmes, le mépris, le viol – également utilisé comme instrument de contre-insurrection – et le racisme de la société coloniale.

Elles racontent également le poids des traditions au sein des communautés indigènes qui les condamnent à une vie de soumission et de travail. Dans les rangs de l'EZLN, on dit que le premier soulèvement

eut lieu quand fut énoncée la Loi révolutionnaire des femmes, le 8 mars 1993. Cette « véritable révolution pour les communautés indigènes » fut décidée et édictée par toutes les femmes insurgées des communautés indigènes :

« 1. Les femmes, indépendamment de leur race, croyance ou affiliation politique, ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire aux lieux et grades que leur volonté et leur capacité déterminent.

2. Les femmes ont le droit de travailler et de recevoir un salaire juste.

3. Les femmes ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles peuvent avoir et dont elles peuvent s'occuper.

4. Les femmes ont le droit de participer aux questions qui concernent la communauté et d'exercer des responsabilités publiques, si elles sont élues librement et démocratiquement.

5. Les femmes et leurs enfants ont droit à la santé et à l'alimentation.

6. Les femmes ont droit à l'éducation.

7. Les femmes ont le droit de choisir leur mari ou compagnon, elles ne sont pas obligées de se marier

8. Aucune femme ne pourra être maltraitée physiquement, ni par des membres de sa famille ni par des étrangers. Les délits de tentative de viol seront sévèrement punis.

9. Les femmes pourront occuper des responsabilités de direction dans l'organisation et obtenir des grades militaires dans les forces armées révolutionnaires.

10. Les femmes auront tous les droits et toutes les obligations en accord avec les lois et règlements révolutionnaires. »

Le chapitre XII annonce la couleur : « Notre cœur n'est plus silence. » Les *compañeras* racontent dans cet ouvrage comment elles ont retrouvé dignité et espoir, comment elles s'organisent entre elles dans des groupes de femmes, et avec les *compañeros*. Comment elles apprennent à lire et à écrire, à jongler avec plusieurs langues, à se faire respecter.

La révolution est encore inachevée, mais profonde. Pour la première génération qui a « grandi dans le zapatisme », le retour en arrière semble inimaginable.

Sabina, âgée d'une quinzaine d'années, en témoigne : « Entre nous, avec mes amies *compañeras*, nous parlons beaucoup de ce qu'ont vécu nos parents et qui nous met en rage. Nous voulons continuer à participer pour que ces temps-là ne reviennent pas. C'est pour cela que c'est important de lutter au sein de l'autonomie. »

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste



Guiomar Rovira, *Femmes de maïs*, Rue des Cascades, 2014, 500 pages, 18 euros.

De la **thune**, ou l'on crève !



LIEU DE CULTURE, de vie militante et d'action libertaire à Besançon, la librairie associative L'Autodidacte, projet porté par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste, a vu le jour en 2000.

Depuis des débuts, elle a pour ambition de permettre aux anarchistes et à celles et ceux qui se retrouvent dans leurs idées de se rencontrer. Ainsi, elle a ouvert ses portes aux réunions de la CNT, des Amis de l'Autodidacte, du Scalp, puis à celles de Resto Trottoir et de l'Interlibertaire. Avec la tenue de plus de 200 conférences, l'organisation de rendez-vous annuels comme la Rentrée libertaire ou le repas du 1^{er} mai, elle est devenue un lieu incontournable du quartier et rythme sa vie.

Soutenu par les sympathisants, les militants et la Fédération anarchiste, le groupe Proudhon a pu acheter son local après huit années de location. Mais, aujourd'hui, la vente de livres ne suffit plus pour rembourser les emprunts et payer les divers frais mensuels.

Nous ne voulons pas laisser ce lieu hors des sentiers battus mourir et nous vous sollicitons à nouveau pour nous aider à passer ce cap, relancer nos activités, acheter de nouveaux livres, payer nos dettes...

Vous pouvez nous écrire (ou venir nous voir) à cette adresse :

Librairie L'Autodidacte
5, rue Marulaz
25 000 Besançon

Nous acceptons les chèques (à l'ordre de la librairie) ou tout autre don : livres, liquide, lingots, bons russes, actions...

Groupe Proudhon
de la Fédération anarchiste



Jeudi 20 mars

10:00 > 12:00. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

Samedi 22 mars

08:00 > 03:00. **Soutien à Radio libertaire.** Les studios Campus soutiennent Radio libertaire. À cette occasion, la programmation se fera intégralement en direct des studios. Émissions et concerts en public de 12 heures à 22 heures. Studios Campus: 12 bis, rue Froment, 75011 Paris.

Dimanche 23 mars

08:00 > 03:00. **Soutien à Radio libertaire.** Les studios Campus soutiennent Radio libertaire. À cette occasion, la programmation se fera intégralement en direct des studios. Émissions et concerts en public de 12 heures à 22 heures. Studios Campus: 12 bis, rue Froment, 75011 Paris.

Lundi 24 mars

11:00 > 13:00. **Lundi matin.** Infos et revue de presse.

Mardi 25 mars

11:00 > 12:30. **Artracaille.** Débat de la condition de l'artiste dans la cité. La fresque: des grottes de Lascaux ou d'Altamira, à aujourd'hui la fresque murale en trompe-l'œil, fresques et peintures murales, des murs peints, des graffitis et du street art.

18:00 > 19:30. **Idéaux et débats.** Nous vous proposerons d'écouter un entretien réalisé avec Stuart Seide pour *Scènes de vie*.

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Vie culturelle et associative. L'association Autour de Patrick Deny, avec Pierre Azama (un des fondateurs), nous fera connaître cet auteur-compositeur-interprète mort en 1991.

Mercredi 26 mars

10:30 > 12:00. **Blues en liberté**

18:30 > 20:30. **Femmes libres.** Dans son dernier livre, *Adieu les rebelles*, aux Éditions Flammarion, Marie-Josèphe Bonnet tire la sonnette d'alarme: serait-il plus difficile d'établir l'égalité entre les sexes qu'entre les sexualités?



Du nouveau à la FA

Une nouvelle liaison de la FA est présente à Sallanches en Haute-Savoie (74). Vous pouvez contacter la liaison de Sallanches à l'adresse: sallanches@federation-anarchiste.org.

Le groupe La Mistoufle de la Fédération anarchiste à Dijon (21) a un nouveau blog: <http://groupelamistoufle.jimdo.com>.

Le groupe de Saint-Ouen 93 de la Fédération anarchiste a un nouveau blog à l'adresse <http://fasaintouen.over-blog.com>.

AGENDA

Samedi 22 mars

Saint-Jean-du-Gard (30)

16h30. Rencontre avec Ronald Creagh, auteur de *Elisée Reclus et les États-Unis* (Noir et Rouge, 2013). Puis apéro et repas léger, mais néanmoins succulent suivis d'une projection de *Elisée Reclus, la passion du monde* de Nicolas Eprendre. Tisane, digestif et dessert. Bibliothèque-info-sque, 152, Grand-Rue.

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat «Gérons la ville nous-mêmes» autour du documentaire *Marinaleda, un village en utopie*. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Dimanche 23 mars

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat avec Yannis Youlountas, auteur de *Ne vivons plus comme des esclaves* au squat Bamville. 46, rue Bammeville (Rouen rive gauche) ou à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Si le squat a été expulsé...

Mercredi 26 mars

Aubusson (23)

20h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane, le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Émotion et rire se fondent dans cette pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! Au Fabuleux Destin, 6, rue Roger-Cerdier.

Vendredi 28 mars

Marseille (13)

19 heures. Causerie, organisée par le groupe Germinal, de Philippe Pelletier sur «les idées reçues sur l'anarchisme». Philippe Pelletier a récemment publié *L'Anarchisme, vent debout! Idées reçues sur le mouvement libertaire*, aux Éditions Cavalier bleu. Venez nombreux à Mille Babords, 61, rue Consolat.

Châteauroux (36)

20h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane, le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Émotion et rire se fondent dans cette pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! À l'espace des Halles 2, place Monestier.

Samedi 29 mars

20h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane, le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Émotion et rire se fondent dans cette pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! À la Ferme des Brenaudries.

Dimanche 30 mars

Montrouveau (41)

16h30. Représentation de la pièce de Patrick Font *Calamity Jane, le procès*. Spectacle joué et chanté par une comédienne et deux comédiens. Émotion et rire se fondent dans cette pièce accompagnée par un guitariste de derrière les chariots. Ladies et gentlemen, que commence le show! À la Ferme des Brenaudries.

Vendredi 4 avril

Dijon (21)

18h30. Projection du film *Visiblement je vous aime* de J-Michel Carré, suivi d'une réunion publique, débat «les lieux de vie alternatifs comme réponse à la psychiatrie classique?» avec Claude Sigala (éducateur militant). Organisation: FA Dijon, les Voix sans maître et l'Anarchist Black Cross Dijon. Maison des associations, 2, rue des Corroyeurs. Entrée libre.

Samedi 5 avril

Laon (02)

20h30. Réunion publique organisée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste sur le thème de la transition énergétique. Intervention

de Jean-Pierre Tertrais, auteur de *Du développement à la décroissance* (Éditions libertaires), suivie d'un débat. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Maison des associations, rue du Bourg. Ville haute (face à la mairie).

Mardi 8 avril

Chambéry (73)

19 heures: apéro d'initiation.

20 heures: projection du documentaire *Ne vivons plus comme des esclaves* et débat avec le réalisateur Yannis Youlountas. Soirée à prix libre. Salle Jean-Renoir, 30, rue Nicolas-Parent. Organisée par le groupe FA de Chambéry.

Jedi 17 avril

Merlieux (02)

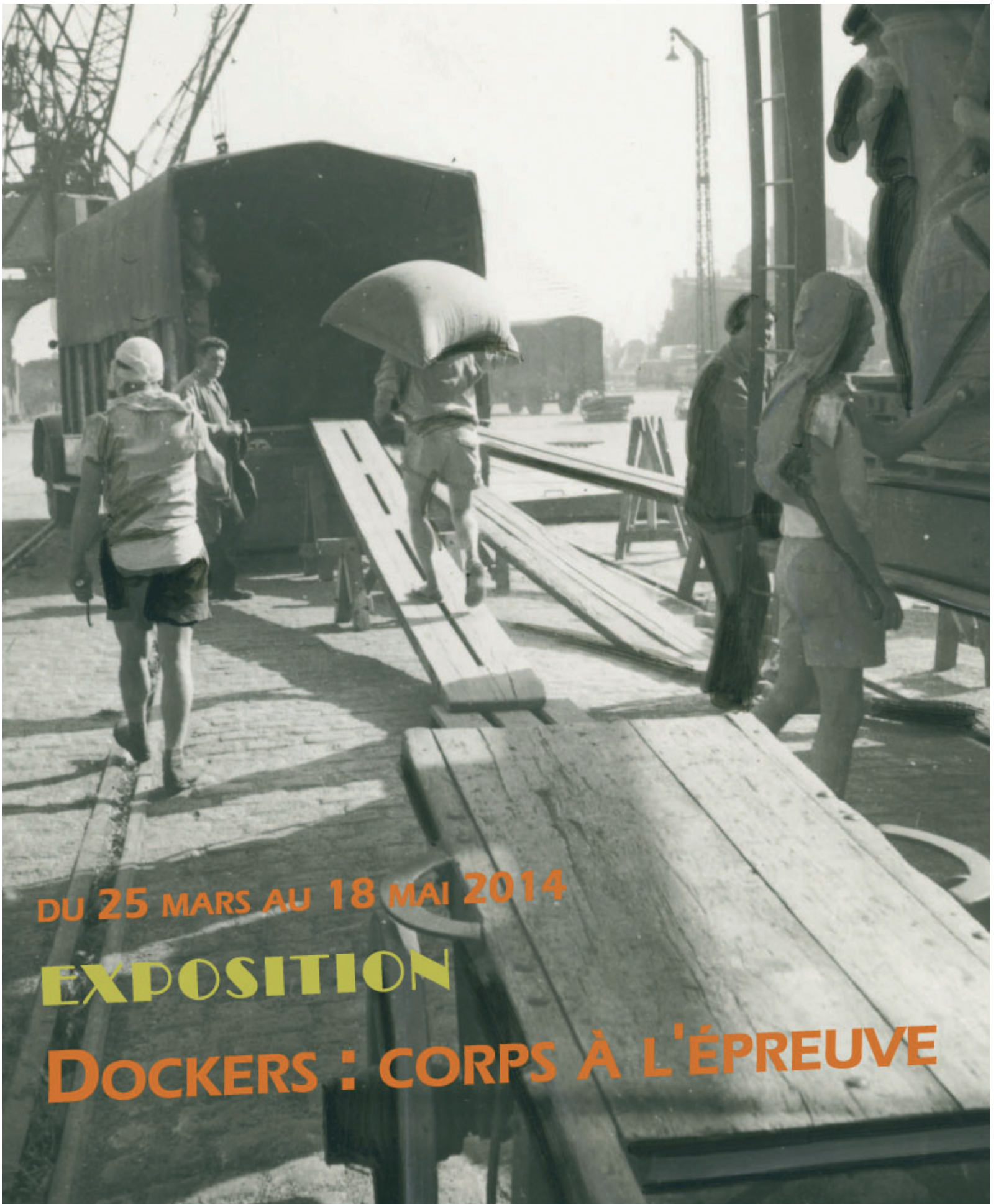
18h30. La Bibliothèque sociale accueillera un auteur local Claude Moufflard qui nous fera partager l'univers de ses deux livres *Laure Crandelain* et *Exodes* (À Contresens) où le récit interroge notamment la condition féminine, au fin fond de la Thiérache jadis ou lors de l'exode des années quarante. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro d'initiation. Entrée libre et gratuite.

Tous les samedis...

Paris XVIII^e

La bibliothèque libertaire La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com>





DU 25 MARS AU 18 MAI 2014

EXPOSITION

DOCKERS : CORPS À L'ÉPREUVE



EXPOSITION RÉALISÉE PAR LE **CENTRE D'HISTOIRE DU TRAVAIL** DANS LE CADRE
DU PROGRAMME **ESCALES** (ENJEUX DE SANTÉ AU TRAVAIL ET CANCERS)
ET SOUTENUE PAR DES **DOCKERS** DE NANTES ET SAINT-NAZAIRE

MAISON DES HOMMES ET DES TECHNIQUES

Bâtiment Ateliers et Chantiers de Nantes
2 bis bd Léon-Bureau 44200 NANTES

02 40 08 20 22

www.maison-hommes-techniques.fr



UNIVERSITÉ DE NANTES

ENTRÉE LIBRE

Du lundi au vendredi :
10h - 12h30 / 14h - 18h

Ouvert les week-ends
du 29-30 mars,
5-6 et 26-27 avril,
3-4 et 17-18 mai
de 14h à 18h

maison
des
Hommes
et des
techniques

